APPEL DES ANCIENS… QUI VEUT LA PEAU DE L'AFP ?

Va-t-on assister à la mise à mort de l'Agence France Presse, la 3ème agence d'information mondiale, la première francophone ?

L'AFP est née en 1944 par la volonté d'une poignée de journalistes résistants qui, les armes à la main, ont libéré l'information contrôlée par une agence collaborationniste sous la botte des occupants nazis.
En 1957, le parlement unanime a voté le statut d'indépendance de l'agence -toujours en vigueur - dont l'article premier fixe à l'AFP la mission de « rechercher, tant en France qu'à l'étranger, les éléments d'une information **complète** et objective ».

Ce statut a permis à l'AFP de se doter, aux côtés des anglo-saxonnes AP et Reuters, d'un réseau mondial établi sur les cinq continents, source d'information de milliards de citoyens.
Aujourd'hui, c'est cette ambition, portée par une vision, francophone et européenne, différente et complémentaire de ses concurrentes, qui est menacée.

La Direction de l'agence, en annonçant un plan d'austérité (1,5 à 2 millions d'euros d'économies en 2025, 10 à 12 millions l'an prochain), entend supprimer de 70 à 90 postes par des départs « volontaires » non remplacés. Un PSE, rejeté par les représentants du personnel, qui ne dit pas son nom, et concernerait surtout le coeur de l'agence : la rédaction.

C'est à l'ADN de l'agence que la Direction a décidé de s'attaquer en « gelant » 20 postes d'expatriés (en réalité une suppression déguisée) et en affichant un objectif de 10 % d'économies sur le coût des expatriations, alors que c'est ce réseau qui fonde l'identité d'agence internationale de l'AFP et lui donne sa force. Le nombre des expat' a déjà fondu comme neige au soleil, ne représentant plus que 50,6% des contrats à l'étranger.

C'est à l'évidence un coup porté à la couverture mondiale voulue par les auteurs du statut de 1957. On se dirige aussi tout droit vers une réduction des couvertures multilingues -l'AFP émet actuellement en six langues.
Le remodelage du réseau à l'étranger et la mutualisation une nouvelle fois accrue des tâches confiée à des grands centres régionaux mettraient en péril le fin maillage territorial permettant d'être au plus près des sources, base indispensable du travail des agenciers. S'y ajouteraient « un examen très précis des missions » (sic) et un recours plus poussé à l'IA avec, au bout du compte, un travail journalistique encore un peu plus dévalorisé, au moment même où le sentiment d'une perte de sens progresse à toute vitesse dans la rédaction.
La direction dit vouloir voir l'AFP « se concentrer sur l'information essentielle ». Elle ose ainsi nous promettre un appauvrissement de l'information, lui aussi contraire à la mission assignée par le statut. Adieu, entre autres, à tout ce qui fait la vie en Amérique latine ou dans le Pacifique-Sud, à tout ce qui pèse peu dans les grands courants d'échanges internationaux ?

Est-il par ailleurs opportun de transférer de Nicosie à Dubai la direction Moyen-Orient/Afrique du Nord au moment où l'actualité de cette région fait la Une 24h/24.

Au final, ce sera une baisse qualitative de la production et un nivellement par le bas de l'AFP. Et pourquoi pas, à terme, la 3eme agence mondiale réduite à une simple structure nationale, laissant le champ libre à la vision anglo-saxonne du monde ?
Face à la prolifération des infox sur l'internet et les réseaux sociaux et à la désinformation galopante, l'AFP doit être plus que jamais confortée comme garante d'une information hiérarchisée, dûment vérifiée et sourcée sur tous ses supports et dans toutes ses langues. Il en va de la crédibilité des médias, à l'heure de leur rejet croissant par les peuples.

Cette crise fait ressurgir la question du financement de l'AFP et donc de son existence. La Direction doit défendre cette évidence : une information de qualité a un coût.
Pour sa part, l'Etat a pour obligation d'assurer la pérennité de l'agence, tout comme les élus de la Nation. Il y a urgence à mettre la puissance publique devant ses responsabilités : la mission d'intérêt général (MIG) de 120 millions d'euros (sur un budget de 325 millions d'euros en 2025) doit être revalorisée. Tout comme les abonnements de l'Etat (au total 142 millions d'euros pour 2025).
La presse française, partie prenante de l'AFP, doit être impliquée, elle aussi.
Par ce texte, nous, anciens cadres, employés, journalistes, ouvriers de l'AFP, souhaitons appuyer la détermination du personnel et des syndicats à combattre le plan malthusien de la Direction.

A Paris, le 27/11/2025